

ON NE VA PAS Y ALLER AVEC DES FLEURS

Violence politique :
des femmes témoignent

Entretiens rassemblés par
Alexandra Frénod et Caroline Guibet Lafaye

H
D'A

Collection « Faits et idées »

JACQUES BOUVERESSE *Les Premiers Jours de l'inhumanité ;
Les Foudres de Nietzsche et l'aveuglement des disciples*

ADELINE DE LÉPINAY *Organisons-nous ! Manuel critique*

COLLECTIF *Notre corps, nous-mêmes. Manuel féministe*

JULIAN MISCHI *Le Parti des communistes. Histoire du Parti communiste
français de 1920 à nos jours*

CLARA ZETKIN *Je veux me battre partout où il y a de la vie*

PETER COLE, DAVID M. STRUTHERS, KENYON ZIMMER (dir.)
Solidarité forever. Histoire globale du syndicat Industrial Workers of the World

LOUISE MOTTIER *Les Conquérants. Avec les mineurs non accompagnés*

MAGALI DELLA SUDDA *Les Nouvelles Femmes de droite*

ELVIRE DUVELLE-CHARLES *Féminisme et réseaux sociaux. Une
histoire d'amour et de haine*

« ON NE VA PAS Y ALLER AVEC DES FLEURS »
VIOLENCE POLITIQUE : DES FEMMES TÉMOIGNENT

Convaincu-es que l'écriture inclusive pose des questions essentielles mais n'y apporte pas encore de réponses pleinement satisfaisantes, nous avons choisi pour chaque livre publié, en accord avec son auteur-e et selon l'avancée des débats en cours, des solutions adaptées au sujet abordé et au public visé.

Conception graphique et couverture

r2 | Katja van Ravenstein

Mise en page

Ingrid Balazard

Relecture

Marie Hermann

Édition

Laure Mistral en collaboration avec les autrices

Photographie d'intérieur

© srdjan111 | iStock by Getty images

1^{re} impression

© Hors d'atteinte, 2022

19, rue du Musée 13001 Marseille

www.horsdatteinte.org

ISBN : 978-2-38257-038-8

ISSN : 2677-8017

Les propos exprimés dans les entretiens n'engagent que les personnes les ayant tenus. Les éditions Hors d'atteinte publient ces témoignages pour leurs valeurs historiques et culturelles et à des fins de recherche.

Cet ouvrage a été publié avec le soutien du LabEx SMS (MSHS-T UAR3414), du Gemass (UMR 8598 - CNRS/Sorbonne université) et de la faculté des lettres de Sorbonne université.

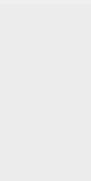
« ON NE VA PAS Y ALLER AVEC DES FLEURS »
VIOLENCE POLITIQUE : DES FEMMES TÉMOIGNENT

Entretiens rassemblés par

Alexandra Frénod et Caroline Guibet Lafaye

Édition établie par Laure Mistral en collaboration avec les autrices

Toutes les notes sont de Laure Mistral et de Caroline Guibet Lafaye





SOMMAIRE

Avant-propos	13
Margrit Fraction armée rouge (RAF)	21
Mariagrazia Brigades rouges (BR)	37
Nathalie Action directe (AD)	59
Isée Euskadi ta Askatasuna (ETA)	81
Audrey Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc)	101
Yasemîn Partiya Karkerên Kurdistan (PKK)	123
Federica No Treno ad alta velocità (No TAV)	141
Eddi Yekîneyên Parastina Gel (YPG)	157
Alice Black bloc	177
Index	205
Références bibliographiques	217
Remerciements	223

À M. C.

*À Maryse, que réveillait au milieu de la nuit
un pétale tombant sur le plancher.*

AVANT-PROPOS

D'aucuns auraient intitulé cet ouvrage « Femmes terroristes ». Membres de la Fraction armée rouge (RAF) en Allemagne, d'Action directe (AD) en France, des Brigades rouges (BR) en Italie, d'Euskadi ta Askatasuna (ETA) au Pays basque, du Partiya Karkerên Kurdistan (PKK) en Turquie, des Yekîneyên Parastina Gel (YPG), branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD) en Syrie, des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) en Colombie, mais aussi du mouvement No Treno ad alta velocità (No TAV) dans l'Italie d'aujourd'hui et d'un black bloc en France, toutes les femmes – ou presque – qui racontent ici leur parcours appartiennent ou ont appartenu à des groupes placés sur des listes d'organisations terroristes établies par les États. Certaines ont été condamnées par la justice.

Ce livre est issu d'un programme de recherche – on y reviendra – dont l'un des objectifs est de mieux cerner, selon les contextes et les époques, ce que désigne le mot

« terrorisme »¹. Les lectures réductrices du phénomène terroriste, plus encore lorsqu'il se lit au féminin, sont contredites par les récits rassemblés ici. Davantage que les hommes, les femmes qualifiées de terroristes passent, notamment dans les médias, pour des fanatiques, des figures manipulées, immatures, désespérées, à la dérive. Les interprétations dominantes de la violence politique n'échappent pas aux stéréotypes de genre : « aveuglées par l'amour », manipulées par un homme auquel elles sont soumises ou dont elles sont éprises, les femmes seraient, par nature, influençables. Lorsqu'elles ne sont pas considérées comme vivant dans l'ombre de leur compagnon – comme Nathalie Ménigon avec Jean-Marc Rouillan ou Frédérique Germain avec Claude Halfen (tous membres d'Action directe)² –, elles sont sur-sexualisées, comme Idoia López Riaño (membre des commandos Oker puis Madrid d'ETA), surnommée par la presse « La Tigresse » et aussi fameuse pour les attaques de la garde civile espagnole auxquelles elle

- 1 Selon la littérature académique récente, « le terrorisme n'a pas de définition unique ; il ne se produit pas dans un seul contexte » (Jeffrey S. Murer, « La terreur des opprimés – Un examen comparatiste des réponses au terrorisme », *Topique*, vol. 2, n° 83, 2003, p. 13). Les termes « terreur », « terrorisme » et « terroriste » n'identifient pas des phénomènes causalement cohérents et socialement distincts, mais des stratégies qui adviennent à travers une large variété d'acteurs et de situations politiques (Charles Tilly, « Terror, terrorism, terrorists », *Sociological Theory. Theories of Terrorism: a Symposium*, vol. 22, n° 1, mars 2004, p. 5). Ainsi « la qualification de "terroriste" est [...] l'enjeu d'une lutte symbolique pour convaincre [un] tiers et renvoie, par conséquent, à des stratégies accusatoires et d'exclusion » (Emmanuel-Pierre Guittet, *Raison et déraison d'État : les GAL (Grupos Antiterroristas de Liberación), 1983-1987*, mémoire de DEA, Université Paris X-Nanterre, 2000, p. 15). C'est pourquoi l'expression « violence politique clandestine » (Donatella Della Porta, *Clandestine Political Violence*, Cambridge University Press, 2013) paraît plus appropriée, car elle permet de se rapporter de façon plus neutre à un phénomène social qui n'a rien d'exceptionnel mais se distingue de l'usage de ce qu'il est commun de désigner, depuis Max Weber, comme le monopole de la violence légitime par les États.
- 2 Voir Edwy Plenel, « La radicalisation d'Action directe », *Le Monde*, 29 janvier 1985, et Daniel Schneidermann, « Deux semaines de procès pour Action directe. Le sang et les confitures », *Le Monde*, 14 janvier 1988.

aurait participé que pour ses supposées « prouesses sexuelles légendaires »³.

Ainsi est-il courant, lorsqu'on aborde l'utilisation de la violence politique par des femmes, d'en disqualifier le caractère politique, d'assimiler leur « terrorisme » à un féminisme dévoyé⁴. Soit on accuse ces militantes de s'être perdues dans cette voie qui n'est pas la leur, et ce faisant on les assigne à un idéal de douceur féminine « naturelle » ; soit on les érotise en mêlant leur militantisme à leur vie sexuelle et à leur intimité affective – ce qui, *a contrario*, n'est jamais fait pour (dis-)qualifier l'entrée des hommes dans le combat armé. Enfin, lorsque ces militantes ne sont pas présentées comme aveuglées par l'amour, c'est une interprétation pathologique qui est invoquée : elles sont considérées comme des folles, voire des perverses – mais jamais comme des actrices politiques.

Les témoignages réunis ici montrent au contraire qu'il s'agit de femmes comme les autres et invitent à porter un regard critique sur les interprétations dominantes du « terrorisme » comme un « basculement dans la violence ». Dans leurs récits, ces femmes abordent leurs motivations et les raisons politiques qui ont orienté leur choix, soulignant combien la décision de rejoindre la lutte clandestine ou illégale résulte d'une réflexion, nourrie de leurs convictions, qui tient compte des risques personnels et des conséquences morales de leur engagement. Révolutionnaires, ces femmes se pensent aussi comme des citoyennes responsables, prêtes à faire ce qu'elles considèrent néces-

3 Lee Moran, « Jailed terrorist. The Tigress kicked out of ETA for saying sorry that she killed 23 people », *Daily Mail*, 24 novembre 2011.

4 Voir Fanny Bugnon, « Regards sur la violence politique des femmes », in Caroline Guibet Lafaye et Alexandra Frénod (dir.), *S'émanciper par les armes ? Sur la violence politique des femmes*, Paris, Presses de l'Inalco, 2019.

saire pour parvenir, au sein d'un processus émancipateur, à une société plus juste. Dans l'exposé qu'elles font de leur itinéraire, elles se révèlent comme des agents sociaux et politiques (animés d'une capacité critique et agissante, dans un contexte socio-politique dont elles analysent les enjeux) plutôt que comme des « tueuses » sous influence, des militantes exaltées ou encore des jeunes femmes déterminées et en apparence insensibles – telles que le président de la cour d'assises décrivait en 1987 Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron (Action directe)⁵. Leurs récits éclairent les raisons de leur participation à des mobilisations collectives, où leur engagement par la voie des armes n'apparaît pas comme un comportement marginal moralement condamnable, mais s'inscrit plutôt dans la continuité d'un ensemble de luttes politiques.

Leur recours à l'action politique violente se caractérise par leur façon de replacer leur engagement au cœur d'une émancipation à laquelle elles veulent œuvrer : pour le genre humain, certes, mais aussi pour elles-mêmes et pour l'ensemble des femmes. Nombre de celles qui se sont confiées ont en effet pris part à des mouvements de libération féministe. Ces récits rendent transparente et perceptible une parole féminine autonome, et contribuent à corriger le prisme social qui tend à déformer l'engagement au féminin dans des mouvements politiques illégaux et usant parfois de la violence.

Le programme de recherche dans le cadre duquel ces témoignages ont été rassemblés, initié en 2015, est coor-

5 « Le plus horrible, le plus choquant, dira l'avocat général, c'est que les tueurs soient des tueuses, deux jeunes femmes passionnées, déterminées, en apparence insensibles, et qui n'ont pas agi pour des raisons personnelles, mais uniquement pour abattre ce qu'elles appellent un symbole » (cité in Jean-Marc Théolleyre, « Les assassins de Georges Besse devant les assises de Paris. L'avocat général requiert la réclusion à perpétuité contre les quatre accusés », *Le Monde*, 16 janvier 1989).

donné par Caroline Guibet Lafaye⁶. Il part du constat que l'Europe occidentale, l'Amérique latine et le Moyen-Orient ont connu, depuis les années 1960 et 1970, d'importantes vagues de protestation sociale, notamment ouvrières et étudiantes, qui ont donné naissance à des groupes mobilisant la propagande et la violence politiques. C'est pour étudier ces phénomènes de « radicalisation » politique et le recours à la violence qu'a été réunie une équipe internationale et pluridisciplinaire de chercheurs en histoire, sociologie, science politique et philosophie. Il s'agit d'étudier les trajectoires sociales ayant débouché sur un engagement politique clandestin, en comparant les motivations des acteurs, les logiques de fonctionnement des groupes, les contraintes auxquelles ils ont été confrontés et leurs rapports avec les institutions étatiques, voire supra-étatiques, dans chaque contexte national et transnational.

Cette recherche repose essentiellement sur des entretiens conduits en face à face. À ce jour, plus de 150 hommes et 80 femmes ont été rencontrés. L'ensemble des terrains mondiaux de lutte et de violence politiques clandestines depuis la fin des années 1960 n'a bien évidemment pas été exhaustivement exploré – mais l'inscription du projet dans le long terme permettra de continuer à ouvrir des espaces d'étude.

Tous et toutes ont été interrogés grâce à un même guide d'entretien, à quelques rares variations près, dues aux différents contextes temporels, politiques, nationaux et internationaux. Ici, nous avons fait le choix de rapporter les paroles de neuf femmes qui se sont enga-

6 Ce programme de recherche a bénéficié de plusieurs soutiens institutionnels : le Centre Maurice Halbwachs (UMR 8097 – CNRS, ENS, EHESS), le Centre Émile Durkheim (UMR 5116 – Université de Bordeaux, Sciences Po Bordeaux, CNRS), le Gemass (UMR 8598 – CNRS, Sorbonne Université), le laboratoire d'excellence Tepsis porté par l'EHESS, ANR-11-LABX-0067.

gées entre 1970 et la fin des années 2010. Les témoignages sont présentés dans l'ordre chronologique des âges des femmes interviewées, à une exception près : bien qu'elle soit de deux ans plus jeune, Yasemîn précède Federica, dont le parcours, tout comme celui d'Eddi ensuite, est ainsi mieux contextualisé. Dans un premier temps, il leur a été demandé de raconter leur parcours biographique jusqu'à leur entrée dans l'action illégale. Pour comprendre leurs motivations, le contexte de leur engagement a été précisé. Nous avons cherché à savoir quelles questions elles se sont posées, si un événement particulier ou une rencontre les a poussées, freinées ou fait hésiter. Il s'est ensuite agi, à partir de la description du contexte politique d'alors, de saisir la représentation du monde qui a présidé à leur engagement. Ont-elles douté de leur choix, éprouvé des regrets ou des remords ? Enfin, pour apprécier la place de leur engagement dans leur vie, nous les avons questionnées sur la façon dont elles l'appréhendaient aujourd'hui.

Dans un deuxième temps, les questions ont porté sur leurs références idéologiques et la répression éventuelle qu'elles ont subie. À leur avis, serait-il (ou aurait-il été) possible de parvenir de façon non violente aux objectifs qui étaient ceux de leur organisation, au moment de leur engagement ? Explorant leur expérience de la violence institutionnelle, comme victimes ou comme témoins, nous avons cherché à saisir si cette expérience avait eu une incidence sur leur engagement. Puis nous les avons interrogées sur le sens qu'elles donnent aux notions de violence, de radicalisation, de terrorisme.

Dans un troisième temps, nous avons voulu mettre en évidence les normes et les principes moraux que ces révolutionnaires adoptent et le sens qu'elles donnent à leur engagement. Pourquoi ces femmes pensent-elles

qu'il n'était pas possible de servir la cause qu'elles défendaient sans user de la violence ? À leurs yeux, était-il juste d'agir ainsi ? Des événements ont-ils eu, pour elles, un rôle décisif ? Nous avons voulu comprendre comment elles percevaient l'État, ce qu'il représentait pour elles. Nous avons recueilli des justifications de leur lutte et de celle de leurs camarades, les limites qu'elles s'étaient posées dans l'usage de la violence et dans leur engagement politique. Il s'agissait ainsi de saisir si, dans leur logique, la violence politique pouvait s'accompagner d'une dimension morale ; et, le cas échéant, comment elles pouvaient en parler. Enfin, l'entretien leur offrait la possibilité de s'exprimer sur la place que gardaient pour elles leurs camarades morts dans la lutte.

Dans un quatrième temps étaient évoqués les événements violents qui ont marqué l'actualité depuis le début des années 2000⁷. Leur point de vue sur ces derniers et sur les raisons, selon elles, qui ont motivé les auteurs de ces attaques a été recueilli. Dans un dernier temps, ces femmes ont été interrogées sur la façon dont elles menaient leur vie aujourd'hui. Nous les avons aussi questionnées sur le courant idéologique constituant pour elles une référence, à partir d'une échelle couramment utilisée en sciences sociales⁸, et sur leur foi (religion ou spiritualité).

7 Pour ne citer que les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center, à New York ; du 19 mars 2012, à Toulouse et à Montauban, contre des militaires et une école juive ; du 24 mai 2014 contre le musée juif de Belgique à Bruxelles ; du 7 janvier 2015 contre l'hebdomadaire *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher, puis du 13 novembre contre le Bataclan et d'autres lieux à Paris et à Saint-Denis ; des 17 et 18 août 2017 sur la Rambla à Barcelone et à Cambrils en Espagne ; du 14 juillet 2016 sur la promenade des Anglais à Nice ; du 19 décembre 2016 contre le marché de Noël à Berlin ; du 11 décembre 2018 contre le marché de Noël à Strasbourg ; du 16 octobre 2020 contre un enseignant à Conflans-Sainte-Honorine.

8 L'échelle d'autopositionnement politique de 1 à 10 situe la position la plus à gauche à 1 et la position la plus à droite à 10. Toutes les femmes rencontrées se situent à 1.

Ce livre n'a pour vocation ni de condamner ni de faire l'apologie des positions ou des actions entreprises par les groupes considérés et les femmes rencontrées. Il s'inscrit dans une approche de sociologie « compréhensive », mise en œuvre dans certaines disciplines comme l'histoire, la psychologie, la sociologie ou l'économie, se consacrant à reconstruire un sens à partir de la parole du sujet que l'on veut comprendre.

Les entretiens du projet de recherche ont été menés sous couvert d'anonymat. Pour la publication de cet ouvrage, l'accord des enquêtées a été sollicité *a posteriori*. Cinq d'entre elles ont accepté d'être identifiables (Margrit Schiller, Mariagrazia Grena, Nathalie Ménigon, Audrey alias Nathalie Mistral, Maria Edgarda Marcucci dite Eddi), les quatre autres ont demandé le maintien de leur anonymat (Isée, Yasemîn, Federica, Alice). Toutes les femmes n'ayant pas accepté de témoigner en leur nom, nous avons opté pour les présenter chacune avec leur prénom seul. Il s'agit par ailleurs d'un procédé classique en sciences sociales, lorsqu'on cite des propos recueillis de manière anonyme dans le cadre d'une enquête de terrain, et ce pour les femmes comme pour les hommes. Quand les femmes témoignent en leur nom, cela est précisé dans les chapôts de présentation. À partir des retranscriptions intégrales, les entretiens sont ici restitués dans leur forme la plus épurée, les questions posées ayant été volontairement gommées.

L'objectif de ce livre est ainsi de faire entendre aux lectrices et aux lecteurs des voix restées inaudibles, que semble porter, à travers les contextes et les époques, aussi contre-intuitif que cela puisse paraître, un même fil : la quête d'un idéal humain ancré dans un monde meilleur.

MARGRIT

À la fin des années 1960, dans une Allemagne de l'Ouest soumise aux intérêts états-uniens et ayant conservé dans son appareil d'État nombre d'anciens nazis, la répression policière qui a frappé les premières actions de la gauche extraparlémentaire à Berlin et à Francfort incite certains militants à considérer que le capitalisme est entré dans une phase « fascisante », montrant son vrai visage dans les pays industrialisés, tout comme il l'a fait dans des pays des Suds pour réprimer des tentatives d'émancipation de la population. Certains décident alors de mener une guérilla urbaine d'inspiration guévariste, pensée comme une entreprise de dévoilement de la « nature fasciste » d'un État dont le « caractère démocratique » ne serait qu'une apparence. Le plus connu de ces groupes est la RAF (Rote Armee Fraktion, « Fraction armée rouge »).

Bien que cela prête à discussion, on a coutume de considérer que l'acte de naissance de la RAF coïncide avec la « libération » d'un militant d'extrême gauche, Andreas Baader, le 14 mai 1970, alors qu'il était en visite, depuis la prison où il

était détenu, à l'Institut central des affaires sociales à Berlin-Ouest⁹. Parmi les membres fondateurs de l'organisation, les figures les plus connues sont Ulrike Meinhof, Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Holger Meins et Jan-Carl Raspe. Arrêtés en juin 1972, accusés notamment de meurtre, de tentatives de meurtre et d'attaques de banques, ils sont retrouvés morts dans leurs cellules de la prison de Stammheim (Stuttgart) : la première le 9 mai 1976, Holger Meins pendant une grève de la faim le 9 novembre 1974, les trois autres le 18 octobre 1977, après l'échec du détournement d'un Boeing de la Lufthansa par un commando palestinien qui exigeait leur libération¹⁰.

Pendant ce temps, d'autres membres de l'organisation continuent la lutte. L'« offensive 77 », menée par Brigitte Mohnhaupt et Christian Klar, est marquée par des attentats et des enlèvements dans le contexte du procès des leaders du groupe. La RAF s'oriente également avec Action directe¹¹ vers une « guérilla ouest-européenne anti-impérialiste ».

La RAF s'attaque à l'État, mais également aux bases militaires américaines et aux industriels allemands, ainsi qu'à de grands groupes de presse comme Springer. Leurs actions les plus marquantes sont, entre autres, l'attaque de l'ambassade de la république fédérale d'Allemagne à Stockholm par le commando Holger-Meins, le 24 avril 1975 ; l'exécution du procureur Buback, le 7 avril 1977, par le commando Ulrike-Meinhof ; ou encore l'enlèvement, le 5 septembre 1977, de Hanns Martin Schleyer,

9 Andreas Baader, Gudrun Ensslin et deux autres de leurs camarades avaient été condamnés à trois ans de prison pour l'incendie, le 2 avril 1968, d'un grand magasin à Francfort en signe de protestation contre la guerre américaine au Viêt Nam.

10 Selon la version officielle, il s'agirait d'un suicide collectif ; selon les avocats des intéressés ainsi que selon nombre de militants de gauche, il s'agirait d'un meurtre commandité par l'État ouest-allemand. Sur la controverse suscitée par ces décès, voir la contribution d'un ancien membre de la RAF, Ron Augustin, « RAF, Stammheim : un texte essentiel. La deuxième mort », 10 février 2008, linter.over-blog.com/article-16257310.html.

11 Voir l'introduction à l'entretien avec Nathalie, p. 59.